



## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **Nombre de conseillers en exercice : 33**

L'an deux mille vingt cinq, le vingt quatre février à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 18 février 2025 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

### **Présent(e)s : 26**

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Romain DELAMARE, Aliki PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

### **Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 6**

Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE donne pouvoir à Yannick LE COQ  
Isabelle NOTHEAUX donne pouvoir à Jérôme DUBOST  
Thierry GOUMENT donne pouvoir à Nicolas SAJOUS  
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE  
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS  
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

### **Excusé(e)s / Absent(e)s : 1**

Damien GUILLARD

### **Secrétaire de séance**

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

# CONSEIL MUNICIPAL du 24 février 2025

**M\_DL250224\_005**

## CONSEIL MUNICIPAL - COMMUNICATION N°1 - SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ MUNICIPALE

Communication orale de **Monsieur Jérôme DUBOST, Maire**

Mesdames et Messieurs,  
Chers collègues,

Bonjour à toutes et à tous. Comme à l'habitude, je souhaite partager avec vous quelques mots en synthèse de l'actualité municipale, avant de poursuivre l'examen de la petite vingtaine de délibérations à l'ordre du jour de ce premier conseil municipal de l'année 2025.

Un premier mot extra-montivillon pour commencer. Nous sommes aujourd'hui le 24 février et cela fait donc exactement trois années que le peuple ukrainien fait face à l'agression armée de la Russie de Vladimir Poutine. C'est une date sombre, d'abord pour les Ukrainiennes et les Ukrainiens qui font face vaillamment mais au prix de combien de sacrifices à cette guerre. Une date sombre pour l'Europe, comme pour le monde entier. Nous n'allons rien régler bien évidemment ici, depuis notre conseil municipal de Montivilliers, mais je crois que nous pouvons avoir une pensée pour toutes les victimes de ces 1096 jours d'horreur.

Je tenais à partager ces mots, et ces pensées avec vous en ce jour, car, d'une manière et d'une autre, cela nous concerne tous.

Nous, comme d'autres en subissons les conséquences, directement, avec trois années de crise de l'inflation notamment.

Premier conseil municipal de l'année, il est aussi de tradition de rappeler ce que l'INSEE a dévoilé en fin d'année dernière, la population de référence au 1er janvier 2025. Nous sommes donc 15 671 en population municipale, auxquelles s'ajoutent 207 personnes comptées à part, soit une population totale de 15 878.

Cette nouvelle et dernière statistique met fin à une baisse continue de la population de notre commune, car cela représente 114 habitants de plus que la population de référence de l'an dernier. C'est donc une bonne nouvelle puisque c'est la première fois depuis 1990, depuis 35 ans, que la démographie municipale n'apparaît pas à la baisse.

Peut-être est-ce là aussi un signe positif d'une ville où il fait bon vivre. Je ne suis pas un fan des classements entre les communes, mais là aussi, lorsque les nouvelles vont dans le bon sens, peut-être pouvons-nous les mettre au crédit des efforts de tous les Montivillons, commerçants, associations, citoyens participants à la vie collective et bien sûr la Ville et les agents municipaux qui s'engagent pour la qualité de notre vie en commun. Vous le savez, depuis plusieurs années un organisme publie, sur la base de nombreux critères, le classement des villes où il fait bon vivre. Cette année, Montivilliers poursuit sa progression nationale, à la 242ème place sur 34 795 communes en France, soit 33 places de gagnées cette année. Montivilliers se retrouve à la 4ème place des 708 communes de notre Département, et à la 2ème place des villes entre 10 000 et 20 000 habitants.

Parmi les nombreux critères utilisés pour ce classement, figurent les données annuelles relatives à la délinquance. Chacun aura noté que notre actualité du jour est marquée par un acte particulièrement insupportable, avec la découverte ce matin de véhicules incendiés sur la place Lucie Aubrac. A cette heure, la police nationale poursuit son enquête ; j'ai échangé toute la matinée avec Monsieur le Commissaire qui

m'a assuré de la mobilisation de ses services pour identifier les auteurs et pour intensifier les patrouilles. Comme vous et comme les citoyens honnêtes que nous sommes, nous déplorons ce type d'actes de vandalisme. Sans rentrer dans la surenchère de commentaires, c'est avant tout aux propriétaires de ces véhicules que nous pensons. Il y a bien sûr un coût matériel et financier. Mais aussi et d'abord un coût humain, celui des complications pour les propriétaires de ces véhicules qui ont découvert qu'ils n'en n'avaient plus, et que cela suite à un acte de vandalisme intolérable. Nous pensons avant tout à ces personnes. Cela nuit aussi à l'ambiance générale dans cette ville que nous aimons. Il y a une réalité que les réseaux sociaux soulignent encore plus : ce sont toujours les faits les plus détestables qui sont les plus partagés ; bien plus que les actions et les réalités positives.

Et parmi les réalités qui ponctuent la vie d'une ville, se trouvent les chiffres de la délinquance pour 2024, qui suivent une baisse générale selon l'analyse du Ministère de l'Intérieur.

Il se trouve que demain, je réunis le CLSPD en présence de Mme la Sous-Préfète, Mme la Procureure de la République et Monsieur le Commissaire divisionnaire. Je demanderai à nouveau que les auteurs de ces actes soient sévèrement punis. Sachez qu'à mon niveau, j'utilise tous les pouvoirs mis à disposition du Maire pour lutter contre la délinquance et notamment à l'égard des mineurs en les convoquant pour des rappels à l'ordre ou en appelant les parents pour les inviter à agir auprès de leurs enfants car il faut le rappeler les parents sont responsables de leurs enfants. Pour ce qui est du ressort de la Police et de la Justice, je sais que ces institutions régaliennes agissent dans le cadre des procédures pénales et dans le respect du droit.

Puisque les chiffres sont dévoilés ; au total ce sont 816 faits et actes délictueux qui ont été recensés en 2024 sur notre commune. Par rapport à 2019, soit sur cinq ans, cela correspond à une baisse non négligeable, car il s'agissait alors de 1006 actes recensés en 2019. Les atteintes aux biens ont diminué sur la période de façon assez importante : 728 en 2019 contre 429 l'an dernier.

Alors que la délinquance est en baisse à Montivilliers, il y a un chiffre qui monte, c'est celui des atteintes à l'intégrité physique des personnes. S'il est en augmentation, c'est en raison de la forte hausse des violences intrafamiliales. Là aussi, nous n'échappons pas à une tendance nationale, qui doit nous préoccuper et nous mobiliser fortement mais qui correspond aussi à une meilleure prise de conscience des victimes (des femmes en grande majorité), une moindre tolérance à l'égard des agresseurs et donc une parole libérée et une plus grande dénonciation de ces faits.

Evidemment, chaque acte est un acte de trop. Mais la réalité, objective, est qu'en l'espace de cinq ans, la délinquance est en recul à Montivilliers.

Nous avons renforcé les moyens de la police municipale à Montivilliers (une dépense augmentée de 50 %, soit 130 000 euros de plus entre le budget 2020 et le budget 2025), nous avons investi dans la vidéoprotection à hauteur de 221 000 euros passant de 18 caméras en 2019 à 95 caméras qui ont permis rien que l'an passé à la PN de réquisitionner les images dans 42 procédures. Des moyens également dans la prévention avec la création de la Brigade de médiation et le recrutement d'un poste d'éducatrice spécialisée pour travailler avec tous les partenaires du CLSPD.

Si nous avons une coopération efficace et reconnue avec les forces de l'ordre, il faut souligner la nécessité que la police nationale soit dotée de moyens supplémentaires sur notre territoire.

Si nous agissons concrètement et nous mettons des moyens à l'échelle de la Ville, il faut rappeler que la responsabilité de la sécurité au quotidien reste avant tout une compétence régalienne de l'Etat.

J'ai tenu à rapporter des éléments objectivés pour ne pas laisser se diffuser de fausses idées. L'extinction nocturne de l'éclairage public entre minuit et 5h ne stimule pas du tout la délinquance, au contraire. Les chiffres le démontrent.

Nous ne relâchons rien car nous savons que c'est un travail de chaque jour, menacé le plus souvent par quelques individus et je souhaite qu'ils soient sanctionnés et que leurs victimes soient considérées.

Les faits sont là : à cinq ans d'intervalle, ce sont près de 200 faits de délinquance en moins sur notre commune (- 300 atteintes aux biens / + 100 atteintes aux personnes).

Demain, je réunis l'ensemble des acteurs de la sécurité au quotidien à Montivilliers pour la réunion plénière du Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance. Vous pouvez compter sur le maintien et le renforcement de notre doctrine ferme, sans angélisme, mais équilibrée et sans démagogie pour continuer de répondre à cet enjeu essentiel.

La qualité de vie au quotidien, ce sont aussi des services publics qui sont mis en œuvre de manière intercommunale, par notre Communauté urbaine LHSM.

En matière de gestion et de collecte des déchets, la mise en œuvre d'un nouveau contrat de la CU depuis le premier janvier, avec un nouveau prestataire, dont les locaux sont installés à Montivilliers, l'entreprise SEPUR, reste marqué par un certain nombre de « retards à l'allumage ». Nous avons saisi la CU des dysfonctionnement constatés. Il y a certes un temps de calage, mais aussi une information qui n'a pas toujours été au rendez-vous ou au point. La CU s'est engagée à corriger le tir et recense directement les signalements.

En matière de transports en commun, le plan de transport a évolué en juillet dernier et surtout en septembre pour les Montivillons avec l'arrêt de la desserte en train et la mise en œuvre de bus de substitution. Là aussi, un travail constant d'alerte et de dialogue a permis d'obtenir des ajustements. Renforcements du cadencement de la ligne 21 dès l'automne, extension des horaires de la ligne 11 express avec un nouvel horaire à 20h15, modification du point d'arrêt à Sainte Croix pour une meilleure prise en charge des usagers. La Ville a lancé la commande d'un abri pour le terminus du cours Sainte-Croix. A notre demande ce travail va se poursuivre avec des temps de rencontres avec les usagers programmés les 11, 13 mars et 11 avril prochain.

Au-delà de ces temps de contact entre Lia, la CU et les usagers, à notre demande, la Ville de Montivilliers s'efforce elle aussi de renforcer la proximité avec les usagers. La nouvelle application Montivilliers et Moi, téléchargeable depuis le 1er janvier, qui permet de retrouver de l'information et de transmettre des signalements a trouvé son public, avec à ce jour 882 téléchargements et une douzaine de signalements un peu plus d'un mois et demi. Je ne peux qu'inviter chacune et chacun à télécharger cette application qui bien évidemment prend ses marques et monte en charge.

Je tenais à saluer le centre social AMISC, qui avec le soutien des services de la Ville, à organisé ce samedi la 3eme édition de la Monti-Geek. Un évènement qui a trouvé sa place et son public avec cette convention geek, pour un tarif toujours abordable et familial. Un des exemples du dynamisme de notre Ville, en direction des plus jeunes et des moins jeunes.

Ce dynamisme, il est aussi sportif, et à ce titre, je rappelle que le 15 mars prochain, Montivilliers accueillera le Championnat de France de Katas Judo.

L'agenda participatif sera également fourni en mars. J'ai évoqué les rencontres avec les usagers des transports. Nous retrouverons également les Montivillons pour l'écriture de la Charte de l'urbanisme, avec des ateliers citoyens prévus les 6, 12, 14, 19 et 20 mars avant une réunion publique le 1er avril. Le 18 mars, une réunion publique viendra présenter le bilan de la concertation organisé sur la ZAC nouveau quartier.

Enfin, et je n'aurai pas le temps, et ce n'est pas le lieu non plus, de passer en revue tout l'agenda municipal d'ici notre prochain conseil, je vous renvoie vers notre application, entre autres, mais pour une prochaine date plus proche, je vous rappelle que ce vendredi 28 février, à 18h00, dans les locaux du Centre social Jean Moulin, nous aurons le plaisir d'accueillir un nouveau rendez-vous de nos Universités populaires : il aura pour thème « Fake news, désinformation et rôle des médias », animé par Monsieur Laurent Derouet, journaliste et membre de l'association #gener@tion médias. Sans nul doute un sujet enrichissant à aborder les plus nombreux possibles par les temps qui courent. Voilà ce que je souhaitais partager avec vous. Place à nos délibérations et je commence

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

VU le rapport de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire ;

**Après en avoir délibéré,**

**LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE.**

***Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.***

***Pour extrait conforme au registre dûment signé.***

